



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 23 décembre 2002

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Commerce de détail, octobre 2002**

Les consommateurs se sont remis à dépenser en octobre, se rattrapant surtout dans les magasins de vêtements et chez les concessionnaires de véhicules automobiles. Les ventes au détail ont ainsi progressé de 1,7 % pour atteindre 26,0 milliards de dollars en octobre, après être restées pratiquement inchangées depuis juin.

2
- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, octobre 2002**

En octobre, les investisseurs étrangers ont effectué leur placement le plus important de 2002, jusqu'à maintenant, en ce qui a trait aux valeurs mobilières canadiennes, soit 3,8 milliards de dollars, par l'achat de titres de créances, mais ils ont réduit leur portefeuille d'actions canadiennes. Parallèlement, les investisseurs canadiens ont vendu une quantité record de valeurs mobilières étrangères, principalement des obligations.

7

AUTRES COMMUNIQUÉS

Emploi, rémunération et heures de travail, octobre 2002	10
Ventes et stocks des grands magasins, novembre 2002	12
Stocks de viandes congelées et froides, décembre 2002	13
Définitions de «rural», 1996	13
Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs: principaux aéroports, septembre 2002	14
Transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui, principaux transporteurs, troisième trimestre de 2002	14
Indicateurs de la santé: tableaux de données supplémentaires	15

NOUVEAUX PRODUITS



COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Commerce de détail

Octobre 2002

Les consommateurs se sont remis à dépenser en octobre, se rattrapant surtout dans les magasins de vêtements et chez les concessionnaires de véhicules automobiles. Les ventes au détail ont ainsi progressé de 1,7 % pour atteindre 26,0 milliards de dollars en octobre, après être restées pratiquement inchangées depuis juin. Jusqu'ici en 2002, c'est en juin que les détaillants ont enregistré leur plus forte progression mensuelle des ventes (+1,8 %).

Avant juin, les ventes au détail avaient pratiquement stagné depuis le début de l'année, après avoir augmenté de manière importante au cours des trois derniers mois de 2001 ainsi qu'en janvier 2002. Durant cette période de quatre mois, la progression mensuelle des ventes a été de 1,6 % en moyenne. En dépit de l'absence d'une croissance constante, jusqu'à maintenant en 2002, le total des ventes pour les dix premiers mois de l'année est supérieur de 6,4 % au résultat enregistré au cours de la période correspondante en 2001. En comparaison, la croissance des ventes en 2001 au cours de la même période de dix mois avait été de 4,4 %.

Note aux lecteurs

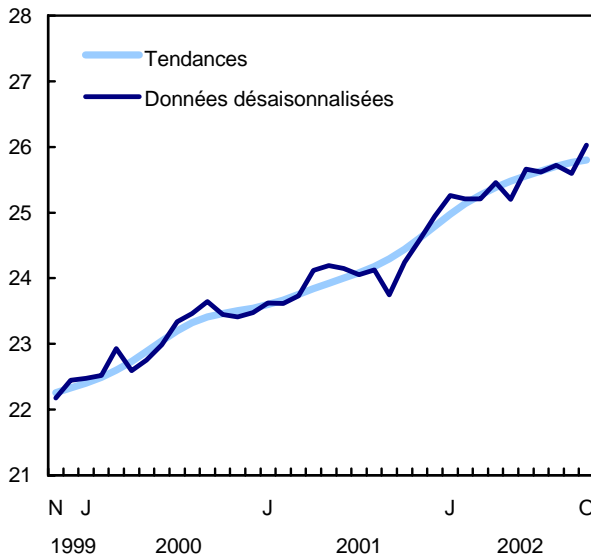
Les estimations tirées de l'Enquête mensuelle sur le commerce de détail sont classées d'après la Classification type des industries de 1980.

Tous les secteurs de la vente au détail ont affiché des ventes en hausse en octobre, les progressions les plus fortes ayant été enregistrées par les secteurs de l'habillement (+5,1 %), de l'automobile (+2,3 %) et des marchandises diverses (+1,6 %). En octobre, les consommateurs sont retournés dans les magasins de vêtements et de chaussures, après avoir boudé ces établissements durant les mois d'été. Les concessionnaires de véhicules automobiles ont enregistré en octobre leur plus forte progression mensuelle des ventes en près d'un an, après avoir déclaré des ventes pratiquement inchangées depuis avril.

En moyenne, les prix au détail ont peu varié en septembre et en octobre. En dollars constants, les ventes au détail ont augmenté de 1,6 % en octobre, après avoir reculé de 0,5 % en septembre.

Hausse généralisée des ventes au détail en octobre

En milliards de dollars



Les consommateurs retournent dans les magasins de vêtements en octobre

Après les avoir évités durant trois mois d'affilée, les consommateurs sont retournés dans les magasins de vêtements et de chaussures en octobre. Les ventes des magasins de vêtements ont fait un bond de 5,1 % au cours de ce mois. Il s'agit de la deuxième plus forte hausse mensuelle des ventes enregistrée par ces magasins en neuf ans, après la progression de 5,9 % observée en juin 2002. Tout comme le temps frais avait fait reporter certains achats de mai à juin, le temps plus chaud que d'habitude en août et en septembre pourrait avoir incité certains consommateurs à différer leurs achats de vêtements pour la rentrée scolaire.

Tous les types de magasin de vêtements ont déclaré des hausses importantes de leurs ventes en octobre, les meilleurs résultats ayant été enregistrés par les magasins de chaussures (+7,4 %) et par les établissements appartenant à la catégorie des autres magasins de vêtements (+6,2 %). Les magasins classés dans cette catégorie vendent divers vêtements pour femmes, pour hommes et pour enfants. Jusqu'ici

en 2002, les ventes du secteur de l'habillement ont fluctué autour du niveau atteint en janvier, après avoir augmenté rapidement au cours de l'automne 2001.

Les magasins de marchandises diverses ont également bénéficié de la hausse observée en octobre dans les dépenses consacrées à l'achat de vêtements et de chaussures. Après avoir reculé pendant trois mois consécutifs, les ventes du secteur des marchandises diverses ont progressé de 1,6 % en octobre. À l'intérieur de ce secteur, les grands magasins ont affiché une augmentation de leurs ventes de 3,7 % au cours du même mois. Les achats de vêtements et de chaussures représentent environ un tiers de chaque dollar dépensé dans les grands magasins. La progression observée en octobre a ramené les ventes de ces établissements à leur niveau de janvier, après avoir connu une période de hausses générales, qui avait commencé au cours du printemps 2000.

Les acheteurs de voitures retournent dans les salles d'exposition

Les ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs ont fait un bond de 2,3 % en octobre, après être restées pratiquement inchangées depuis avril. En octobre, les consommateurs sont retournés dans les salles d'exposition des concessionnaires, propulsant le nombre de véhicules neufs vendus au cours de ce mois à un niveau record de 148 626 unités. Alors que les programmes avantageux de financement étaient encore en place en octobre, l'arrivée des nouveaux modèles de 2003 et la liquidation des modèles de 2002 ont été des facteurs supplémentaires qui ont favorisé les ventes. Jusqu'à maintenant en 2002, les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs ont réussi à maintenir le niveau des ventes atteint au cours de l'automne 2001; le résultat pour les dix premiers mois de l'année est supérieur de 10,2 % à celui enregistré durant la même période de 2001.

Les ventes des magasins d'alimentation ont augmenté de 1,1 % en octobre, après avoir stagné en septembre. Environ un quart de toutes les ventes des magasins d'alimentation portent sur des produits non alimentaires. Jusqu'à maintenant en 2002, les détaillants du secteur de l'alimentation ont généralement bénéficié d'une forte croissance, leurs ventes ayant progressé de 4,6 % durant les dix premiers mois de l'année, comparativement à la période correspondante de 2001. Il s'agit de la plus forte progression enregistrée au cours des dix premiers mois de l'année depuis 1997.

En octobre, les dépenses des consommateurs dans les magasins de meubles (+0,2 %) sont demeurées à peu près au même niveau qu'en septembre. Les ventes de ces établissements ont commencé à plafonner en mai, après avoir augmenté rapidement depuis le

printemps 2001. Toutefois, en dépit du manque de croissance observé ces derniers mois, les ventes des magasins de meubles sont demeurées particulièrement fortes. Au cours des dix premiers mois de 2002, les ventes de ces magasins ont été supérieures de 12,1 % au résultat enregistré durant la même période en 2001.

Toutes les provinces affichent de fortes ventes

Toutes les provinces ont enregistré une bonne progression de leurs ventes en octobre, allant de 0,7 % en Nouvelle-Écosse à 3,1 % en Saskatchewan. La seule exception a été observée à Terre-Neuve-et-Labrador, où un recul de 3,7 % a annulé la hausse des ventes enregistrée en septembre. Dans cette province, les ventes au détail sont restées pratiquement inchangées depuis le milieu de 2001.

Les progressions des ventes observées au Québec (+1,9 %) et en Ontario (+1,8 %) ont fait suite à quatre mois de faible croissance. Dans ces provinces, les dépenses des consommateurs dans les magasins de détail ont néanmoins augmenté considérablement depuis l'automne 2001. Au cours des dix premiers mois de 2002, le total des ventes au détail a augmenté de 6,6 % au Québec et de 5,8 % en Ontario, comparativement à la période correspondante en 2001.

En octobre, on a enregistré une hausse des ventes au détail de l'Alberta (+2,0 %) et de la Colombie-Britannique (+1,6 %), après trois mois au cours desquels les ventes de ces provinces avaient pratiquement stagné. Les détaillants de ces provinces déclarent en général des ventes en hausse depuis le printemps 1999. Au cours des dix premiers mois de 2002, les ventes au détail ont progressé de 8,7 % en Alberta et de 6,0 % en Colombie-Britannique, comparativement à la même période en 2001.

Indicateurs connexes pour novembre

Le nombre d'emplois a augmenté de 0,3 % en novembre, de sorte que le total des emplois créés depuis le début de 2002 a légèrement dépassé le demi-million. D'après des chiffres provisoires émanant du secteur de l'automobile, le nombre de véhicules automobiles neufs vendus en novembre a diminué de façon marquée, après avoir augmenté de 2,0 % au cours du mois précédent. Les mises en chantier ont reculé de 3,0 % en novembre, après avoir fait un bond de 10,2 % en octobre. Les résultats enregistrés au cours des dix premiers mois de l'année demeurent néanmoins particulièrement vigoureuses par rapport à la même période en 2001, tant en ce qui a trait aux ventes de véhicules automobiles neufs (+10,4 %) que dans le cas des mises en chantier (+26,2 %).

Données stockées dans CANSIM: tableaux 080-0001 à 080-0005.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2406.

Le numéro d'octobre 2002 de *Commerce de détail* (63-005-XIB, 16 \$/155 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (detaillantsinfo@statcan.ca). Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541 (paul.gratton@statcan.ca), Division de la statistique du commerce. □

Ventes au détail

	Octobre 2001	Juillet 2002 ^r	Août 2002 ^r	Septembre 2002 ^r	Octobre 2002 ^p	Septembre à octobre 2002	Octobre 2001 à octobre 2002
données désaisonnalisées							
	en millions de dollars					var. en %	
Aliments	5 372	5 582	5 610	5 605	5 669	1,1	5,5
Supermarchés d'alimentation et épiceries	4 967	5 188	5 204	5 203	5 272	1,3	6,1
Tous les autres magasins d'alimentation	406	394	406	402	398	-1,0	-2,0
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	1 222	1 299	1 308	1 305	1 311	0,5	7,3
Vêtements	1 338	1 355	1 356	1 323	1 390	5,1	3,9
Magasins de chaussures	148	155	150	145	156	7,4	5,4
Magasins de vêtements pour hommes	116	115	114	111	113	1,4	-2,8
Magasins de vêtements pour femmes	396	403	399	388	401	3,2	1,3
Autres magasins de vêtements	678	683	692	678	720	6,2	6,3
Meubles	1 384	1 502	1 521	1 530	1 533	0,2	10,8
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	1 122	1 210	1 225	1 226	1 228	0,2	9,4
Magasins d'accessoires d'ameublement	261	292	296	304	305	0,4	16,7
Véhicules automobiles	9 619	10 308	10 370	10 298	10 534	2,3	9,5
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	6 440	6 851	6 856	6 860	7 020	2,3	9,0
Stations-service	1 772	1 960	2 042	1 987	2 039	2,6	15,0
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et services	1 407	1 497	1 471	1 451	1 474	1,6	4,8
Magasins de marchandises diverses	2 700	2 855	2 832	2 791	2 836	1,6	5,0
Magasins de détail non classés ailleurs	2 610	2 721	2 727	2 742	2 755	0,5	5,5
Autres magasins de produits semi-durables	741	779	793	795	809	1,8	9,2
Autres magasins de produits durables	640	668	664	664	668	0,7	4,4
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	1 229	1 274	1 271	1 283	1 277	-0,4	3,9
Total, ventes au détail	24 246	25 621	25 724	25 593	26 028	1,7	7,4
Total, excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	17 806	18 770	18 867	18 733	19 008	1,5	6,8
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	424	426	425	438	422	-3,7	-0,5
Île-du-Prince-Édouard	108	111	110	111	112	1,3	3,8
Nouvelle-Écosse	737	763	767	772	778	0,7	5,5
Nouveau-Brunswick	596	611	610	609	613	0,8	2,9
Québec	5 495	5 887	5 896	5 872	5 985	1,9	8,9
Ontario	9 110	9 622	9 702	9 611	9 786	1,8	7,4
Manitoba	845	892	899	879	892	1,6	5,6
Saskatchewan	711	762	758	741	764	3,1	7,4
Alberta	2 944	3 120	3 122	3 126	3 187	2,0	8,2
Colombie-Britannique	3 190	3 333	3 342	3 340	3 394	1,6	6,4
Yukon	32	34	34	34	35	3,0	9,5
Territoires du Nord-Ouest	37	42	42	43	43	-1,6	14,5
Nunavut	16	17	18	18	17	-1,7	8,8

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Ventes au détail

	Octobre 2001	Septembre 2002 ^r	Octobre 2002 ^p	Octobre 2001 à octobre 2002
données non désaisonnalisées				
	en millions de dollars			var. en %
Aliments	5 214	5 360	5 675	8,8
Supermarchés d'alimentation et épiceries	4 820	4 973	5 284	9,6
Tous les autres magasins d'alimentation	394	387	391	-0,8
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	1 228	1 246	1 313	6,9
Vêtements	1 412	1 331	1 489	5,4
Magasins de chaussures	163	150	174	6,4
Magasins de vêtements pour hommes	118	99	117	-0,8
Magasins de vêtements pour femmes	412	392	420	2,0
Autres magasins de vêtements	719	690	778	8,2
Meubles	1 409	1 523	1 556	10,4
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	1 131	1 221	1 233	9,0
Magasins d'accessoires d'ameublement	278	302	322	16,1
Véhicules automobiles	9 428	10 225	10 352	9,8
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	6 122	6 842	6 685	9,2
Stations-service	1 847	2 035	2 123	14,9
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et services	1 459	1 347	1 545	5,9
Magasins de marchandises diverses	2 792	2 593	2 941	5,3
Magasins de détail non classés ailleurs	2 459	2 637	2 631	7,0
Autres magasins de produits semi-durables	716	777	785	9,7
Autres magasins de produits durables	562	613	591	5,2
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	1 182	1 247	1 255	6,2
Total, ventes au détail	23 941	24 915	25 955	8,4
Total, excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	17 819	18 073	19 271	8,1
Provinces et territoires				
Terre-Neuve-et-Labrador	413	426	416	0,8
Île-du-Prince-Édouard	103	109	108	4,6
Nouvelle-Écosse	715	739	762	6,6
Nouveau-Brunswick	596	591	614	3,1
Québec	5 420	5 686	6 032	11,3
Ontario	9 018	9 395	9 736	8,0
Manitoba	838	853	889	6,1
Saskatchewan	723	719	782	8,1
Alberta	2 936	3 061	3 193	8,8
Colombie-Britannique	3 097	3 245	3 330	7,5
Yukon	30	33	33	9,3
Territoires du Nord-Ouest	36	42	41	15,2
Nunavut	16	18	18	10,4

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

Octobre 2002

En octobre, les investisseurs étrangers ont effectué leur placement le plus important de l'année, jusqu'à maintenant, en ce qui a trait aux valeurs mobilières canadiennes, soit 3,8 milliards de dollars, par l'achat de titres de créances, mais ils ont réduit leur portefeuille d'actions canadiennes. Parallèlement, les investisseurs canadiens ont vendu une quantité record de valeurs mobilières étrangères, principalement des obligations.

Les investisseurs étrangers effectuent un placement important dans des obligations canadiennes

En octobre, les investisseurs étrangers ont effectué leur principal placement de l'année, dans le cas des obligations canadiennes, en ajoutant 4,3 milliards de dollars à leurs avoirs de ces titres. Les investisseurs étrangers ont ajouté 6,7 milliards de dollars à leur portefeuille d'obligations émises par des administrations publiques canadiennes et leurs entreprises, tandis qu'ils ont réduit de 2,5 milliards de dollars leurs avoirs en obligations de sociétés. Les acquisitions d'obligations canadiennes par les investisseurs étrangers ont eu lieu principalement sur le marché secondaire des obligations du gouvernement fédéral.

Cette activité tranche avec celle observée au cours des sept premiers mois de 2002, lorsque les investisseurs étrangers avaient préféré les obligations de sociétés, qu'ils ont acquis pour une valeur de 12,1 milliards de dollars, dont 10,1 milliards de dollars ont porté sur de nouvelles émissions nettes (les nouvelles émissions moins les rachats). Le placement observé en octobre provient des investisseurs européens et japonais, tandis que les investisseurs américains se sont départis de ces titres pour la première fois en 13 mois.

Les investisseurs canadiens vendent un nombre record de valeurs mobilières étrangères

En octobre, les investisseurs canadiens ont vendu des valeurs mobilières étrangères, principalement des obligations du Trésor américain, pour un montant presque record de 2,9 milliards de dollars, après avoir acquis des obligations étrangères en septembre pour une valeur de 1,8 milliard de dollars. Toutefois, depuis le début de l'année, les investisseurs canadiens ont accru de 3,3 milliards de dollars leur portefeuille d'obligations étrangères, alors qu'au cours de la période correspondante en 2001, leur placement net dans ces titres avait été nul.

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

En octobre, les **taux d'intérêt à court terme** proposés au Canada ont encore diminué, de 10 points de base, tandis que les **taux correspondants offerts aux États-Unis** n'ont reculé que de 5 points de base, de sorte que le différentiel de ces taux est tombé à 115 points de base. Ce différentiel, qui avait varié en faveur des placements au Canada en mars 2001, avait atteint 134 points de base en août 2002, avant de reculer pour atteindre son niveau actuel en octobre.

Dans le cas des **taux d'intérêt à long terme**, le différentiel favorisant les placements au Canada a augmenté pour un cinquième mois consécutif en octobre pour atteindre 117 points de base. Avant octobre, les **taux d'intérêt à long terme** diminuaient graduellement dans les deux pays depuis mars, les **taux offerts aux États-Unis** reculant davantage que les **taux proposés au Canada**. Ces variations ont fait augmenter constamment le différentiel en faveur des placements au Canada.

Le **cours des actions canadiennes** (mesuré selon l'indice composite S&P/TSX) a progressé légèrement en octobre (+1,1 %), après avoir subi une forte baisse de sa valeur (-6,5 %) en septembre. La hausse observée en octobre, qui était seulement la troisième enregistrée au cours des dix premiers mois de l'année, a porté à 18,7 % le recul total du cours des actions canadiennes (mesuré selon l'indice composite S&P/TSX) durant cette même période. À titre de comparaison, le cours des actions américaines (mesuré selon l'indice composite Standard and Poor's 500) a bénéficié d'une progression importante en octobre (+8,6 %), après avoir reculé beaucoup plus que le cours des actions canadiennes en septembre (-11,0 %). La baisse cumulative de 22,8 % enregistrée au cours des dix premiers mois de 2002 est néanmoins restée supérieure à celle observée dans le cas du cours des actions canadiennes.

En octobre, le **dollar canadien** a enregistré sa deuxième plus forte hausse mensuelle de 2002, s'appréciant de 1,20 cent par rapport à la devise américaine pour clôturer à 64,21 cents américains. Cette valeur se situe près de la moyenne des valeurs de clôture mensuelles, dont la plus basse a été de 62,42 cents, en février, et la plus élevée, de 65,95 cents, en juin.

Définitions

Les séries sur les opérations internationales en valeurs mobilières ont trait aux opérations de portefeuille en actions et en obligations (canadiennes et étrangères) et en instruments (ou effets) du marché monétaire canadien.

Les **actions** comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi que les bons de souscription.

Les **titres d'emprunt** comprennent les obligations et les instruments du marché monétaire.

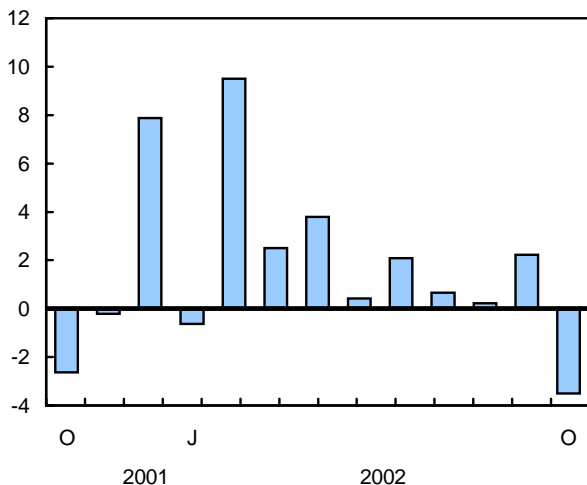
Les **obligations** ont une échéance de plus d'une année.

Les **instruments du marché monétaire** ont une échéance d'une année ou moins. Les **effets du gouvernement du Canada** incluent les bons du Trésor et les billets du gouvernement du Canada, ces derniers étant libellés en dollars américains. Les **autres effets du marché monétaire** comprennent les bons du Trésor et les autres billets émis par les autres administrations et leurs entreprises, les acceptations bancaires, les billets à vue au porteur des banques, les effets commerciaux et les autres effets à court terme.

Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères¹

En milliards de dollars

Signes renversés de la balance des paiements



¹ Incluent les obligations et les actions.

Depuis avril, les investisseurs canadiens avaient ralenti leur placement dans des actions étrangères, et en octobre, ils ont effectué un désinvestissement record de 0,6 milliard de dollars qui a porté entièrement sur des actions d'outre-mer. Au cours des dix dernières années, les investisseurs canadiens ont effectué très peu de désinvestissements portant sur des actions étrangères.

Les investisseurs étrangers achètent des titres de créance à court terme, mais continuent de vendre des actions

Les investisseurs étrangers sont retournés sur le marché des instruments monétaires canadiens en octobre en effectuant un faible placement de 0,4 milliard de dollars, après avoir réduit de 2,0 milliards de dollars leurs avoirs de ces titres au cours des deux mois précédents.

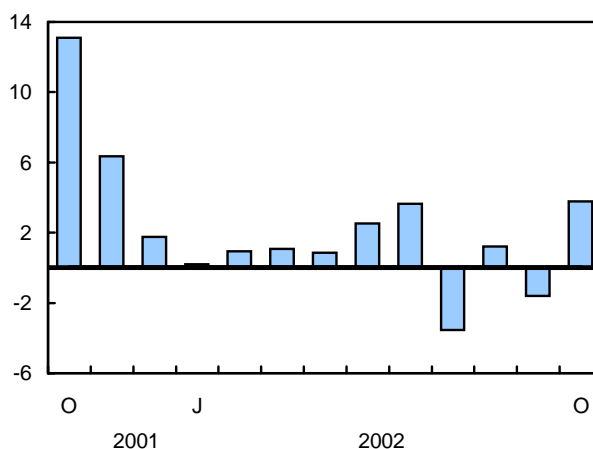
Alors que le total des placements effectués par les investisseurs étrangers dans des instruments du marché monétaire canadien au cours des dix premiers mois de l'année a été négligeable, durant la période correspondante en 2001, on avait observé une réduction de près de 8 milliards de dollars des avoirs étrangers de ces titres. Un placement de 0,8 milliard de dollars réalisé en octobre par des investisseurs européens a été partiellement neutralisé à la suite

d'un désinvestissement effectué par des investisseurs américains.

En octobre, les taux d'intérêt à court terme proposés au Canada ont encore diminué, de 10 points de base, tandis que les taux correspondants offerts aux États-Unis n'ont reculé que de 5 points de base, de sorte que le différentiel de ces taux a diminué pour se chiffrer à 115 points de base, toujours en faveur des placements au Canada.

Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes¹

En milliards de dollars



¹ Incluent les obligations, les actions et les instruments du marché monétaire.

Les investisseurs étrangers ont réduit leurs avoirs en actions canadiennes de 0,9 milliard de dollars en octobre, procédant ainsi à un désinvestissement semblable à celui enregistré en septembre. La réduction observée en octobre a de nouveau touché principalement les actions du marché secondaire, l'activité ayant été faible au chapitre des nouvelles émissions d'actions et des transactions liées à des fusions et à des acquisitions de sociétés. Ce sont encore des investisseurs américains qui ont vendu des titres. Le cours des actions canadiennes (mesuré selon l'indice composite S&P/TSX) a progressé légèrement en octobre (+1,1 %), après avoir subi une forte baisse de sa valeur (-6,5 %) en septembre. La hausse observée en octobre était seulement la troisième enregistrée au cours des dix premiers mois de 2002.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 376-0018 à 376-0029 et 376-0042.

mobilières (67-002-XIF, 14 \$ / 132 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les produits*.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1532, 1534, 1535 et 1537.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Donald Granger au (613) 951-1864, Division de la balance des paiements.

Le numéro d'octobre 2002 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs*

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Juillet 2002	Août 2002	Septembre 2002	Octobre 2002	Janvier à octobre 2001	Janvier à octobre 2002
en millions de dollars						
Investissements étrangers en valeurs mobilières canadiennes	-3 541	1 210	-1 605	3 780	22 758	9 132
Obligations (nettes)	-304	2 219	100	4 279	28 333	13 201
Émissions en circulation	1 661	3 474	106	4 463	9 346	12 146
Nouvelles émissions	4 360	978	4 822	2 542	63 263	37 490
Remboursements	-6 232	-2 721	-5 025	-3 157	-45 741	-37 852
Changement aux intérêts à payer ¹	-93	488	197	431	1 466	1 417
Instruments du marché monétaire (nets)	223	-1 261	-753	436	-7 940	294
Gouvernement du Canada	383	-337	-176	22	-5 259	611
Autres	-161	-924	-576	414	-2 681	-318
Actions (nettes)	-3 460	253	-952	-935	2 365	-4 363
Émissions en circulation	-3 825	-1 406	-1 399	-997	2 007	-9 220
Autres transactions	366	1 659	447	62	359	4 857
Investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-658	-223	-2 228	3 504	-30 049	-17 304
Obligations (nettes)	-520	792	-1 752	2 855	241	-3 349
Actions (nettes)	-139	-1 014	-476	649	-30 290	-13 955

¹ Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, par exemple, un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Emploi, rémunération et heures de travail

Octobre 2002 (données provisoires)

En octobre, la rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés s'est accrue de 3,14 \$ (+0,5 %) par rapport à septembre, pour s'établir à 683,53 \$. Toutes les provinces et tous les territoires ont enregistré des hausses de la rémunération hebdomadaire moyenne, en particulier l'Île-du-Prince-Édouard (+1,0 %) et le Québec (+0,9 %).

Comparativement à octobre 2001, la rémunération hebdomadaire moyenne a crû de 2,1 %. Les secteurs ayant le plus contribué à cette progression sont ceux de l'enseignement (+5,3 %), de la fabrication (+3,2 %) et des administrations publiques (+3,2 %). La plus forte baisse a été enregistrée dans le secteur des services immobiliers et des services de location et de location à bail (-2,0 %), suivi par celui des arts, des spectacles et des loisirs (-1,6 %).

La rémunération horaire moyenne pour les salariés rémunérés à l'heure s'est établie à 17,15 \$ en octobre. Elle est demeurée inchangée par rapport à septembre mais s'est accrue de 0,7 % par rapport à octobre 2001. La moyenne des heures hebdomadaires pour les salariés rémunérés à l'heure a augmenté légèrement (+0,1 heure) pour s'établir à 31,9 heures. Les hausses de la rémunération hebdomadaire moyenne pour les salariés rémunérés à l'heure (+1,9 %) depuis octobre 2001 sont principalement attribuables aux hausses des heures payées (+1,1 %).

En octobre, le nombre total de salariés inscrits sur les listes de paye a crû considérablement (+46 500), les plus fortes progressions ayant été observées dans les secteurs de la construction (+9 300) et du commerce de gros (+7 200). Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale a aussi connu une hausse substantielle de l'emploi (+6 800), mais la majeure

partie de la hausse des salariés dans ce secteur a été attribuable à la fin des arrêts de travail.

La croissance de l'emploi en octobre a été plus forte au Québec (+20 800) et en Alberta (+5 400). L'Ontario a enregistré une hausse légère (+5 000) à l'inverse de la baisse observée en septembre. Toutes les provinces et les territoires ont affiché une hausse de l'emploi en octobre à l'exception du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

La constante progression de l'emploi au cours de la dernière année a généré 434 600 emplois depuis octobre 2001.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 281-0023 à 281-0046.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2612.

Des données détaillées par secteurs, des données par taille d'entreprise fondée sur l'emploi par secteur ainsi que d'autres indicateurs du marché du travail paraîtront en janvier dans les tableaux standards de la publication mensuelle *Emploi, gains et durée du travail* (72-002-XIB, 24 \$ / 240 \$). Voir *Pour commander les produits*. Les moyennes annuelles pour 2001 sont maintenant accessibles dans CANSIM ainsi que dans des totalisations spéciales à la Division de la statistique du travail.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-4090 ou composez sans frais le 1 866 873-8788 (travail@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Frindt au (613) 951-4069, Division de la statistique du travail. □

Rémunération hebdomadaire moyenne pour l'ensemble des salariés

	Octobre 2001	Septembre 2002 ^r	Octobre 2002 ^p	Septembre à octobre 2002	Octobre 2001 à octobre 2002
Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)					
données désaisonnalisées					
	en dollars			var. en %	
Ensemble des industries	669,48	680,39	683,53	0,5	2,1
Foresterie, exploitation forestière et soutien	843,61	850,35	850,40	0,0	0,8
Extraction minière, de pétrole et de gaz	1 156,59	1 173,20	1 173,35	0,0	1,4
Services publics	1 008,63	1 026,91	1 028,43	0,1	2,0
Construction	795,98	807,23	814,15	0,9	2,3
Fabrication	812,39	836,58	838,16	0,2	3,2
Commerce de gros	777,46	774,64	779,91	0,7	0,3
Commerce de détail	433,14	436,21	436,92	0,2	0,9
Transport et entreposage	751,83	767,64	770,44	0,4	2,5
Industrie de l'information et industrie culturelle	808,35	817,22	819,79	0,3	1,4
Finance et assurances	838,13	841,11	852,86	1,4	1,8
Services immobiliers, de location et de location à bail	618,24	590,47	605,97	2,6	-2,0
Services professionnels, scientifiques et techniques	886,30	903,45	908,04	0,5	2,5
Gestion de sociétés et d'entreprises	839,79	849,10	848,58	-0,1	1,0
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	533,46	538,23	537,72	-0,1	0,8
Services d'enseignement	706,45	738,92	743,69	0,6	5,3
Soins de santé et assistance sociale	591,53	607,85	610,04	0,4	3,1
Arts, spectacles et loisirs	490,38	480,26	482,36	0,4	-1,6
Hébergement et services de restauration	288,57	289,41	287,63	-0,6	-0,3
Autres services, sauf les services d'administration publiques	527,86	526,38	530,08	0,7	0,4
Administrations publiques	760,11	783,00	784,70	0,2	3,2
Provinces et territoires					
Terre-Neuve-et-Labrador	607,49	620,29	624,42	0,7	2,8
Île-du-Prince-Édouard	525,59	534,44	539,54	1,0	2,7
Nouvelle-Écosse	574,62	587,82	589,86	0,3	2,7
Nouveau-Brunswick	595,86	610,27	613,73	0,6	3,0
Québec	629,86	642,45	648,54	0,9	3,0
Ontario	716,07	726,31	729,61	0,5	1,9
Manitoba	594,92	603,75	605,70	0,3	1,8
Saskatchewan	600,51	611,45	612,47	0,2	2,0
Alberta	688,38	699,88	702,89	0,4	2,1
Colombie-Britannique	665,48	673,10	675,14	0,3	1,5
Yukon	758,92	758,94	760,36	0,2	0,2
Territoires du Nord-Ouest ¹	869,62	886,3	892,25	0,7	2,6
Nunavut	776,02	809,34	810,59	0,2	4,5

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

¹ Données non désaisonnalisées.

Nombre de salariés

Groupe industriel (Système de classification des industries de l'Amérique du Nord)	Août 2002	Septembre 2002 ^r	Octobre 2002 ^p	Août à septembre 2002	Septembre à octobre 2002
	en milliers			var. en %	
Ensemble des industries	13 176,3	13 188,4	13 234,9	0,1	0,4
Foresterie, exploitation forestière et soutien	59,7	60,5	61,2	1,3	1,2
Extraction minière, de pétrole et de gaz	140,2	141,9	143,0	1,2	0,8
Services publics	112,6	113,1	113,5	0,4	0,4
Construction	618,2	622,2	631,5	0,6	1,5
Fabrication	2 071,1	2 060,6	2 056,3	-0,5	-0,2
Commerce de gros	749,3	743,0	750,2	-0,8	1,0
Commerce de détail	1 565,2	1 569,6	1 575,2	0,3	0,4
Transport et entreposage	611,8	613,4	614,7	0,3	0,2
Industrie de l'information et industrie culturelle	353,4	350,9	351,1	-0,7	0,1
Finance et assurances	572,1	572,5	577,0	0,1	0,8
Services immobiliers, de location et de location à bail	232,5	230,4	230,0	-0,9	-0,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	664,7	663,3	667,8	-0,2	0,7
Gestion de sociétés et d'entreprises	90,2	90,6	91,3	0,4	0,8
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	573,4	575,9	578,8	0,4	0,5
Services d'enseignement	959,1	957,2	953,8	-0,2	-0,4
Soins de santé et assistance sociale	1 319,7	1 325,2	1 332,0	0,4	0,5
Arts, spectacles et loisirs	231,5	232,4	232,2	0,4	-0,1
Hébergement et services de restauration	955,3	957,1	960,0	0,2	0,3
Autres services, sauf les services d'administration publiques	488,1	490,9	493,2	0,6	0,5
Administrations publiques	727,7	731,6	734,3	0,5	0,4
Provinces et territoires					
Terre-Neuve-et-Labrador	184,3	185,0	186,2	0,4	0,6
Île-du-Prince-Édouard	58,2	58,5	59,0	0,5	0,9
Nouvelle-Écosse	371,2	371,5	374,7	0,1	0,9
Nouveau-Brunswick	298,6	299,2	302,1	0,2	1,0
Québec	3 125,1	3 120,0	3 140,8	-0,2	0,7
Ontario	5 154,6	5 149,6	5 154,6	-0,1	0,1
Manitoba	519,4	520,3	521,5	0,2	0,2
Saskatchewan	377,2	377,2	381,0	0,0	1,0
Alberta	1 418,8	1 426,6	1 432,0	0,5	0,4
Colombie-Britannique	1 615,7	1 620,1	1 622,0	0,3	0,1
Yukon	15,3	15,5	15,3	1,3	-1,3
Territoires du Nord-Ouest ¹	21,4	21,4	21,1	0,0	-1,4
Nunavut ¹	10,8	10,9	11,2	0,9	2,8

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

¹ Données non désaisonnalisées.

Ventes et stocks des grands magasins

Novembre 2002

En novembre, les consommateurs ont continué de dépenser dans les grands magasins, et les ventes se sont élevées à 1,77 milliard de dollars (donnée désaisonnalisée), en hausse de 0,4 % comparativement à octobre. Cette croissance a fait suite à une augmentation beaucoup plus forte enregistrée en octobre (+3,2 %).

Depuis l'augmentation de 5,0 % observée en janvier, les ventes des grands magasins se sont maintenues. Cependant, d'un mois à l'autre, les ventes ont été relativement instables, fluctuant autour d'une moyenne de 1,76 milliard de dollars. Auparavant, les ventes avaient généralement progressé depuis le printemps 2000.

En novembre, les ventes non désaisonnalisées des grands magasins, ont été supérieures de 6,8 % à celles de novembre 2001. Quant aux provinces, elles ont toutes enregistré des hausses. C'est le

Nouveau-Brunswick (+13,2 %) qui a enregistré la plus forte progression d'une année à l'autre. Le Québec et les provinces des Prairies ont aussi enregistré des hausses supérieures ou égales à la moyenne nationale. Dans les autres provinces, les augmentations se sont situées en deçà de cette moyenne.

Les ventes cumulatives non désaisonnalisées des grands magasins ont évolué dans les grands centres urbains différemment des autres régions. Les grands centres urbains, tels que définis dans l'enquête, comprennent les régions métropolitaines de recensement de Halifax-Darmouth, Québec, Montréal, Ottawa-Gatineau, Toronto, Winnipeg, Edmonton, Calgary et Vancouver. Comparativement aux ventes des 11 premiers mois de 2001, les ventes correspondantes en 2002 ont augmenté près de deux fois plus vite dans les autres régions que dans les grands centres urbains. Pour cette période, les ventes des grands magasins ont bondi de 9,7 % dans les autres régions, alors qu'elles n'ont crû que de 4,9 % dans les grands centres urbains. L'augmentation rapide des ventes dans les autres régions pourrait s'expliquer, au moins en partie, par l'ouverture d'un nombre plus élevé de nouveaux magasins dans ces régions. Pour la même période, le nombre moyen de magasins est passé de 400 à 408 dans les autres régions et de 331 à 333 dans les grands centres urbains.

Ventes des grands magasins incluant les concessions

	Nov. 2001	Nov. 2002	Nov. 2001 à nov. 2002	Janv. à nov. 2002	Janv.- nov. 2001 à janv.- nov. 2002
données non désaisonnalisées					
	en millions de dollars		var. en %	en millions de dollars	
					var. en %
Canada	2 056,2	2 195,1	6,8	17 879,3	7,2
Terre-Neuve-et- Labrador et Île- du-Prince-Édouard ¹	57,0	59,4	4,2	430,9	11,2
Nouvelle-Écosse	76,6	80,2	4,7	553,7	12,3
Nouveau-Brunswick	56,0	63,4	13,2	416,6	7,6
Québec	354,2	388,8	9,8	3 337,7	10,3
Ontario	882,7	934,9	5,9	7 526,5	5,9
Manitoba	80,1	85,5	6,8	706,3	4,8
Saskatchewan	68,0	72,9	7,1	629,5	7,2
Alberta	247,4	266,5	7,7	2 220,2	8,3
Colombie-Britannique, Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut ¹	234,3	243,6	4,0	2 058,0	4,1

¹ Pour des raisons de confidentialité, les données de Terre-Neuve-et-Labrador et de l'Île-du-Prince-Édouard sont regroupées, comme le sont celles de la Colombie-Britannique, du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut.

Données stockées dans CANSIM: tableau 076-0005.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 2408.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Clérance Kimanyi au (613) 951-6363 (*clerance.kimanyi@statcan.ca*), Division de la statistique du commerce. ■

Stocks de viandes congelées et froides

Décembre 2002

Au premier jour ouvrable de décembre, 80 981 tonnes métriques de viande rouge congelée et réfrigérée reposaient dans les entrepôts frigorifiques, en baisse de 4 % comparativement aux 83 996 tonnes enregistrées en novembre mais en hausse de 20 % par rapport aux 67 738 tonnes enregistrées en décembre 2001.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 003-0005 et 003-0006.

Le numéro de décembre 2002 de la publication *Stocks de viandes congelées et réfrigérées* (23-009-XIF, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Barbara McLaughlin au (902) 893-7251 (*barbara.mclaughlin@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Définitions de «rural»

1996

Le document de travail *Définitions de rural*, publié aujourd'hui, compare plusieurs définitions du terme «rural» utilisées par les chercheurs dans le cadre d'analyses nationales et provinciales s'appuyant sur les bases de données de Statistique Canada.

Définir ce terme est d'une importance capitale pour les chercheurs. La Société canadienne de recherche

en santé rurale a récemment tenu un atelier d'une journée sur la définition du concept «rural» aux fins de la recherche en santé rurale.

De plus, le Secrétariat rural fédéral s'intéresse à la question de définir ce terme, car chacun de ses bureaux régionaux souhaite produire un profil des caractéristiques socioéconomiques de la population rurale. Il serait donc préférable de s'entendre sur une définition uniforme du terme «rural».

Depuis plus d'un siècle, Statistique Canada publie des données de recensement basées sur une seule définition du terme «rural». Cette définition censitaire de «rural» désigne la population vivant à l'extérieur des centres de 1 000 habitants ou plus.

Or, le tiers de cette population rurale, telle que définie par le recensement, habite à l'intérieur des limites des régions métropolitaines de recensement et des agglomérations de recensement. Une région métropolitaine de recensement a un noyau urbain de 100 000 habitants ou plus, tandis qu'une agglomération de recensement a un noyau urbain de 10 000 habitants ou plus. Les deux comprennent toutes les villes et les municipalités avoisinantes où plus de 50 % de la population active travaille dans le noyau urbain.

Certains analystes ont noté que les personnes vivant dans les régions rurales, telles que définies par le recensement, ne sont pas «rurales» en ce sens qu'elles ont un meilleur accès aux emplois en ville et un meilleur accès pour y vendre leurs biens et services. Par conséquent, pour des questions de politiques et de recherche, les analystes ont souvent besoin d'une définition différente du terme «rural».

Ce document de travail recommande que les analystes considèrent l'envergure d'une question «rurale», qu'elle soit locale, communautaire ou régionale, avant de choisir une définition. Cette réflexion influencera le type de territoire sur lequel orienter l'analyse et la bonne définition à utiliser.

Comme point de départ, ou comme repère, le document recommande la définition de «régions rurales et petites villes». Le terme «rural» représenterait alors la population habitant à l'extérieur des régions métropolitaines de recensement et des agglomérations de recensement, c'est-à-dire à l'extérieur de la zone de déplacement quotidien vers les grands centres urbains. En 2001, 6,1 millions de Canadiens (20,6 %) habitaient dans des «régions rurales et petites villes».

Le document de travail *Définitions de rural*, 1996, n° 61 (21-601-MIF, gratuit) est accessible dans le site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Gratuites*, puis *Agriculture*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Ray D. Bollman au (306) 379-4431 (ray.bollman@statcan.ca), Division de l'agriculture. ■

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs: principaux aéroports

Septembre 2002

En septembre, le nombre total de décollages et d'atterrissages aux 99 aéroports dotés de tours de contrôle ou de stations d'information de vol de Nav Canada s'est chiffré à 540 252, en hausse de 5,9 % par rapport au nombre de décollages et d'atterrissages enregistrés aux 98 aéroports en septembre 2001.

Le rapport mensuel de septembre 2002, volume 1 (TP141, gratuit) est maintenant accessible dans le site Web de Transports Canada (<http://www.tc.gc.ca/pol/FR/rapport/TP141F/tp141.htm>).

Nota: Le rapport mensuel TP141 est publié en deux volumes. Le volume 1 présente les statistiques pour les principaux aéroports canadiens, soit ceux dotés de tours de contrôle pour la circulation aérienne ou de stations d'information de vol de Nav Canada. Le volume 2 présente les statistiques pour les petits aéroports, soit ceux sans tour de contrôle de la circulation aérienne. Au moment de la diffusion, les deux volumes sont accessibles gratuitement dans le site Web de Transports Canada.

Pour plus de renseignements concernant ce site Web, communiquez avec Michel Villeneuve au (613) 990-3825 (villenm@tc.gc.ca) ou avec Sheila Rajani au (613) 993-9822 (rajanis@tc.gc.ca), Transports Canada.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Kathie Davidson au (613) 951-0141 (aviationstatistics@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0010. ■

Transporteurs routiers de marchandises pour compte d'autrui, principaux transporteurs

Troisième trimestre de 2002

Au troisième trimestre, les 83 principaux transporteurs routiers pour compte d'autrui (les transporteurs domiciliés au Canada dont les recettes d'exploitation annuelles sont d'au moins 25 millions de dollars) ont

déclaré des recettes d'exploitation de 1,80 milliard de dollars et des dépenses d'exploitation de 1,70 milliard de dollars. Les recettes et les dépenses moyennes par transporteur ont augmenté d'un peu plus de 1 % pour se fixer respectivement à 21,7 millions de dollars et à 20,5 millions de dollars comparativement au troisième trimestre de 2001. Cette situation financière des principaux transporteurs pour compte d'autrui est similaire à celle observée au troisième trimestre de 2001.

Le ratio d'exploitation (les dépenses d'exploitation divisées par les recettes d'exploitation) pour les principaux transporteurs pour compte d'autrui s'est fixé à 0,94, soit le même ratio que celui affiché au troisième trimestre de 2001 (un ratio supérieur à 1,00 représente une perte d'exploitation).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Denis Pilon au (613) 951-2707 (dpilon@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur: (613) 951-0579. ■

Indicateurs de la santé: tableaux de données supplémentaires

Le volume 2002, n° 2 des *Indicateurs de la santé* (82-221-XIF) offre maintenant des tableaux de données supplémentaires sur le comportement face à l'usage du tabac et sur l'autoévaluation de la santé. Ces tableaux sont basés sur les plus récentes données longitudinales tirées de l'Enquête nationale sur la santé de la population.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 3225.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec Brenda Wannell au (613) 951-8554, Division de la santé. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural, 1996, vol. 61
Numéro au catalogue: 21-601-MIF
(gratuit).

Stocks de viandes congelées et réfrigérées, décembre 2002
Numéro au catalogue: 23-009-XIF
(gratuit).

Le commerce international de marchandises du Canada, octobre 2002, vol. 56, n° 10
Numéro au catalogue: 65-001-XPB (19 \$/ 188 \$).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

Pour commander les produits par téléphone:

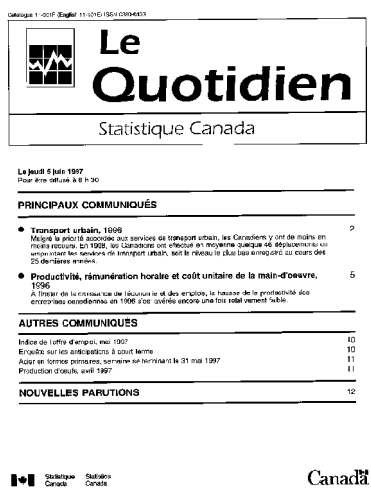
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez: **1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur: **1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte: **1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca) sous les rubriques *Nos produits et services*, puis *Publications payantes* (\$).

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.